

# Table des matières

<b>Sommaire</b>	9
<b>Remerciements</b>	13
<b>Introduction. L'entreprise face au marché total</b>	15

## PREMIÈRE PARTIE

### **Cadres conceptuels**

<b>Chapitre 1. L'entreprise dans la théorie économique</b>	25
I. Le marché domine l'entreprise, comment, jusqu'à quel point ?	26
1. Une vision stylisée de la prééminence du marché	26
2. Les points faibles de l'argumentaire : l'entreprise stylisée ou caricaturée ?	27
3. Le(s) marché(s) (trop) stylisé(s)	30
II. Coups de projecteurs sur la gouvernance : l'histoire, état des lieux et évaluation critique	32
1. Aux origines de la gouvernance moderne	33
2. Gouvernance et formes de suprématie des actionnaires	35
3. Un bref retour critique sur les questions de gouvernance	37

<b>Chapitre 2. Théorie(s) du Management.     Entre Actualité et Histoire</b>	41
--	----

I. Sur quelques objections préalables	43
1. La résistance face à l'usage d'un mot anglo-saxon	43

2. L'irruption de ce qui semble être l'expression d'un climat favorable à une idéologie libérale ou néo-libérale	43
3. Parler de management là où il ne devrait être question que de l'entreprise	44
4. Parler de théorie à propos de la notion éminemment pragmatique de management	45
II. Droit et management : la notion de jurisprudence	45
1. Sur l'origine de la notion de management	46
2. Sur l'opposition des systèmes juridiques français et américain	46
3. Management et jurisprudence au sens anglo-saxon du terme	48
4. Le management comme système quasi-juridictionnel	49
III. Entreprise et légitimité	50
IV. Histoire du droit et statut du management	51
1. Le cas des États-Unis : histoire de la notion de personne morale	52
2. Le cas de la France et l'histoire de la limite public/privé	53
<b>Chapitre 3. De la corporation au gouvernement d'entreprise Traditions nationales des sociétés anonymes et séparation entre propriété et direction de l'entreprise</b>	57
I. Évolution comparative de la société anonyme en Angleterre, en France et en Allemagne	58
1. En Angleterre : la direction de la <i>joint stock company</i>	58
2. En France : la société anonyme jusqu'en 1867	60
3. Des chemins de fer de la Prusse à la loi allemande sur les sociétés anonymes	61
II. La naissance du gouvernement d'entreprise	64
1. La discussion aux États-Unis	64
2. La percée dans le champ politique	66
3. Vers l'internationalisation	66
III. Conclusion : du steward au dirigeant comme opposé de l'actionnaire	68
<b>Chapitre 4. L'auto-constitutionnalisation des entreprises transnationales ? Sur les rapports entre les codes de conduite « privés » et « publics » des entreprises</b>	71
I. Des fonctions constitutionnelles : les règles constitutives et limitatives	73
II. Des structures constitutionnelles : la double réflexivité et le métacodage binaire	74

III. Des institutions constitutionnelles : les codes privés et codes publics dans un ultracycle	77
DEUXIÈME PARTIE	
<b>L'impact de la globalisation</b>	
<b>Chapitre 5. L'entreprise est-elle soumise aux règles du droit international ?</b>	87
I. La question de la personnalité internationale des entreprises multinationales fait-elle obstacle à ce que leur soient appliquées les normes du droit international ?	90
II. Des éléments convergents ouvrent la voie à la responsabilité des entreprises multinationales pour leurs violations éventuelles du droit international	91
III. Tous les éléments sont réunis pour constater l'existence d'une coutume en voie de cristallisation confirmant la responsabilité des entreprises multinationales en cas de violations des règles du droit international	100
<b>Chapitre 6. L'État face à la protection internationale de l'entreprise : Regards sur le droit international des investissements contemporain</b>	103
I. Quatre systèmes de protection de l'entreprise	104
II. Une révolution silencieuse	106
III. Quelques points d'acupuncture	112
<b>Chapitre 7. Quelle fiscalité pour les entreprises transnationales ?</b>	115
I. Les modes de création de valeur	119
1. La prédominance des actifs incorporels	119
2. L'importance d'un incorporel particulier : le « travail gratuit » des utilisateurs	121
II. Les modes d'organisation de l'entreprise	122
III. Les modes de rétribution des investisseurs	125

<b>Chapitre 8. Mobilité des entreprises et mobilités des travailleurs dans l'Union européenne : réflexions sur l'espace juridique transnational</b>	129
I. La peau de chagrin : l'emprise du droit réduite par les stratégies des entreprises transnationales dans l'Union européenne	131
1. Les stratégies low cost dans les secteurs mondialisés du transport	132
2. Les chaînes de sous-traitance internationales	136
3. Le recours généralisé au travail indépendant	139
4. La conception territoriale de l'employeur	140
II. Les gouttes d'eau : les résistances du droit de l'Union européenne en voie de dilution	142
1. La Charte des droits fondamentaux : une résistance limitée	142
2. Les résistances ponctuelles par l'adoption de directives	143
<b>Chapitre 9. De quelle entreprise cherche-t-on à rendre compte ? Retour sur la construction de l'image comptable</b>	147
I. L'effacement de la perspective de continuité	150
1. Au point de départ : une activité génératrice de responsabilités	150
2. À l'arrivée : une entreprise sans actionnaire ni personnel	153
II. Un ensemble d'unités auto-organisatrices et génératrices de trésorerie	157
1. Du <i>légal</i> au <i>normal</i> : le basculement de la référence	157
2. Une représentation cybernétique de l'entreprise	160

### TROISIÈME PARTIE

## Le pouvoir et la responsabilité dans l'entreprise

<b>Chapitre 10. Le modèle allemand face aux défis de l'intégration européenne et de la mondialisation</b>	167
I. Les traits spécifiques du modèle allemand des relations sociales	167
1. Le comité d'entreprise	168
2. La codétermination dans les conseils de surveillance des SA et SARL	169
3. La négociation collective	170
II. Les défis posés par l'intégration européenne	172
1. Erosion du pouvoir du comité d'entreprise par l'individualisation des droits	172

2. Défi pour la <i>Mitbestimmung</i> dans le conseil de surveillance par la jurisprudence de la CJE	172
3. Le statut de la société européenne met sous pression le droit d'entreprise en Allemagne	173
4. La négociation sectorielle face au déclin du syndicalisme ouvrier et patronal	174
5. Le débat sur la « Tarifeinheit » – la fin de l'unité syndicale ?	175
III. Les défis de la mondialisation pour le modèle allemand des relations sociales	176
1. La dominance mondiale du droit US-américain met sous pression le modèle allemand de relations sociales	176
2. Le vide institutionnel au niveau international favorise le remplacement du droit par des contrats de droit privé et par les normes commerciales de l'International Standardisation Organisation (ISO)	177
3. Le modèle d'entreprise Européen, peut-il survivre à la mondialisation ?	178

## Chapitre 11. Le modèle anglo-américain de l'entreprise : mythe et réalité

I. La nature de l'entreprise anglo-américaine	179
1. La maximisation de la valeur actionnariale	179
2. L'entreprise comme propriété des actionnaires	180
II. Convergence globale des systèmes de gouvernance de l'entreprise	185
III. Financiarisation et fragmentation juridique de l'entreprise	186
IV. Au-delà de la financiarisation ?	187

## Chapitre 12. La dynamique des programmes de conformité des entreprises : déclin ou transfiguration du droit pénal des affaires ?

I. L'essor de la conformité face aux entreprises multinationales : du droit global au « droit impérial » ?	195
1. La conformité pénale comme vecteur de la réglementation économique globale	195
2. L'« américanisation » du droit relayée par le droit international	198
II. Le rôle des acteurs privés dans la conformité : du droit punitif à « l'autorégulation pénale »	202
1. L'adéquation de la conformité aux principes de la responsabilité	202
2. Le déclin du caractère « hétéronome » de la norme punitive	204

<b>Chapitre 13. Gestion, informations et responsabilité des dirigeants</b>	209
I. La responsabilité des dirigeants révèle la spécificité du pouvoir de gestion	210
1. Le bénéfice d'une exception générale de gestion	210
2. Des limites liées au pluralisme des intérêts en présence	213
II. La responsabilité des dirigeants révèle aussi la progressive généralisation d'une exigence de transparence	215
1. La transparence traditionnelle requise dans les sociétés cotées	215
2. L'exigence de transparence s'étend opportunément aux dirigeants des sociétés non cotées	217
<b>Chapitre 14. Pouvoir et responsabilité en droit du travail</b>	221
I. La déstabilisation d'un paradigme	222
1. La discussion sur le paradigme de l'entreprise	223
2. Au-delà (du paradigme) de l'entreprise	226
II. La transformation d'un paradigme	229
1. La fragmentation de la figure de l'employeur	229
2. Par-delà (la figure de) l'employeur	232

#### QUATRIÈME PARTIE

### L'entreprise au service de l'intérêt général

<b>Chapitre 15. L'encadrement de la cession des sites voués à la fermeture. Loi Florange et procéduralisation du pouvoir de l'entreprise</b>	237
I. Le droit commun de la vente d'un site de production	241
II. Le processus de mise en vente « Loi Florange »	242
III. Le texte de loi après examen par le Conseil constitutionnel	247
<b>Chapitre 16. Les entreprises « cruciales » et leur régulation</b>	253
I. Les cas dans lesquels il est adéquat de concevoir la régulation par l'État d'une entreprise	256
1. La nécessité de réguler l'entreprise qui occupe tout l'espace	256
2. La nécessité principielle de réguler l'entreprise cruciale	259

II. Les modes de régulation par l'État d'une entreprise cruciale	261
1. La présence de l'État dans l'entreprise cruciale à réguler	261
2. Le pouvoir de l'État dans l'entreprise régulée	264
<b>Chapitre 17. L'entreprise sociale et solidaire, une source d'inspiration pour le droit de l'entreprise ?</b>	269
I. Une inspiration féconde	271
1. Une boîte à outils	272
2. Un modèle alternatif	274
II. Une inspiration brouillée	278
1. Un brouillage centrifuge	278
2. Un brouillage centripète	283
<b>Chapitre 18. L'entreprise publique. Une espèce hybride en voie de disparition ou une plante vivace porteuse d'avenir ?</b>	287
I. Un fleuron dans la panoplie française des acteurs publics	288
1. Les deux grands domaines d'intervention sont le service public et la politique industrielle	288
2. Le régime de gestion combine poursuite de l'intérêt général et comportement marchand	290
II. Une espèce en voie de disparition ?	292
1. La poussée libérale imprime une orientation nouvelle	293
2. Cette orientation nouvelle fait l'objet au niveau européen de trois applications principales	294
3. Qu'elle soit de droite ou de gauche la politique menée en France a dû s'inscrire dans cette perspective	296
III. Une plante vivace porteuse d'avenir ?	297
1. L'entreprise publique conserve une place significative au niveau mondial	297
2. La bataille autour de l'entreprise publique en Europe est toujours en cours et son issue n'est pas acquise	299
3. L'entreprise publique garde en France les deux points d'appui que sont pour elle le service public et la politique industrielle	302
<b>Conclusion. La « fin » de l'entreprise privée</b>	305
I. Une erreur juridique au cœur de la théorie économique de l'entreprise	306
1. L'indistinction en économie entre la « société » et « l'entreprise »	306
2. Le déséquilibre des relations entre l'économie et le droit	308

II. Douze raisons d'admettre la nature politique de l'entreprise...	311
1. La nature politique de l'entreprise est une hypothèse plausible	312
2. La nature politique de l'entreprise est une hypothèse logique	313
3. La nature politique de l'entreprise est une hypothèse souhaitable	314
III. ... avec son corollaire : la nature organisationnelle du profit	317
1. L'erreur sur la propriété de l'entreprise et l'énigme du profit	318
2. La solution de l'énigme et la question de la propriété de l'entreprise	320
<b>Bibliographie</b>	321
Ouvrages	321
Articles et contributions	328

Composition PCA / CMB  
44400 Rezé

715212-(I) - OSB 80 g - CMB - EDO  
Dépôt légal : mars 2015  
Imprimé par le Groupe COGETEFI